

Jerusalem Embassy Act

voté par le Congrès des États-Unis

23 octobre 1995

SECTION 1. TITRE ABRÉGÉ.

La présente loi peut être citée sous le titre «Loi de 1995 sur l'ambassade de Jérusalem».

SECTION. 2. CONSTATATIONS.

Le Congrès fait les constatations suivantes:

(1) Chaque nation souveraine, selon le droit et la coutume internationaux, peut désigner ses propres capitales.

(2) Depuis 1950, la ville de Jérusalem est la capitale de l'État d'Israël.

(3) La ville de Jérusalem est le siège du Président d'Israël, du Parlement et de la Cour suprême, et siège de nombreux ministères et institutions sociales et culturelles.

(4) La ville de Jérusalem est le centre spirituel du judaïsme et est également considérée comme une ville sainte par les membres d'autres religions.

(5) De 1948 à 1967, Jérusalem était une ville divisée et les citoyens israéliens de toutes les confessions, ainsi que les citoyens juifs de tous les États se sont vu refuser l'accès aux lieux saints dans la zone contrôlée par la Jordanie.

(6) En 1967, la ville de Jérusalem a été réunie pendant le conflit connu sous le nom de la Guerre des Six Jours.

(7) Depuis 1967, Jérusalem est une ville unie administrée par Israël, et les personnes de toutes confessions religieuses ont obtenu un accès total

aux lieux saints de la ville.

(8) Cette année marque la 28e année consécutive que Jérusalem a été administrée comme une ville unifiée dans laquelle les droits de toutes les religions ont été respectés et protégés.

(9) En 1990, le Congrès a adopté à l'unanimité la **Résolution Concurrente 106** du Congrès, qui déclare que le Congrès «croit fermement que Jérusalem doit rester une ville indivise où les droits de tous les groupes ethniques et religieux sont protégés».

(10) En 1992, le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis ont adopté à l'unanimité la **Résolution parallèle 113** du Congrès du cent-deuxième pour commémorer le 25e anniversaire de la réunification de Jérusalem et réaffirmer le sentiment du Congrès selon lequel Jérusalem doit rester une ville indivise.

(11) La Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie du 13 septembre 1993 établit un calendrier pour le règlement des questions de «statut définitif», y compris Jérusalem.

(12) L'accord sur la bande de Gaza et la zone de Jéricho a été signé le 4 mai 1994, en commençant la période de transition de cinq ans prévue dans la Déclaration de principes.

(13) En mars 1995, 93 membres du Sénat des États-Unis ont signé une lettre au secrétaire d'État Warren Christopher encourageant «à commencer dès maintenant» à délocaliser l'ambassade des États-Unis à la ville de Jérusalem.

(14) En juin 1993, 257 membres de la Chambre des représentants des États - Unis ont signé une lettre au secrétaire d'État Warren Christopher déclarant que la délocalisation de l'ambassade des États - Unis à Jérusalem devait avoir lieu au plus tard. . .

1999 ".

(15) Les États-Unis maintiennent leur ambassade dans la capitale fonctionnelle de tous les pays, sauf dans le cas de notre ami démocratique et allié stratégique, l'État d'Israël.

(16) Les États-Unis organisent des réunions officielles et d'autres activités dans la ville de Jérusalem en reconnaissance de facto de leur statut de capitale d'Israël.

(17) En 1996, l'État d'Israël célébrera le 3 000^e anniversaire de la présence juive à Jérusalem depuis l'entrée du roi David.

SECTION. 3. CALENDRIER.

A) ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS.-

(1) Jérusalem devrait demeurer une ville indivise dans laquelle les droits de chaque groupe ethnique et religieux sont protégés;

(2) Jérusalem devrait être reconnue comme la capitale de l'État d'Israël;

et (3) l'ambassade des États-Unis en Israël devrait être établie à Jérusalem au plus tard le 31 mai 1999.

SECTION. 4. EXERCICES FINANCIERS DE 1996 ET 1997.

(A) EXERCICE FINANCIER 1996. - Sur les fonds autorisés à être affectés à l'acquisition et au maintien de bâtiments à l'étranger pour le département d'État au cours de l'exercice 1996, un montant d'au moins 25 000 000 \$ devrait être mis à disposition. Autres coûts liés à la création de l'ambassade des États-Unis en Israël dans la capitale de Jérusalem.

B) ANNÉE FINANCIÈRE DE 1997. - Sur les fonds autorisés à être affectés à l'acquisition et au

maintien de bâtiments à l'étranger pour le ministère d'État au cours de l'exercice 1997, un montant d'au moins 75 000 000 \$ devrait être mis à la disposition du ministère de l'Éducation. Autres coûts liés à la création de l'ambassade des États-Unis en Israël dans la capitale de Jérusalem.

SECTION. 5. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE.

Au plus tard 30 jours après la date de promulgation de la présente loi, le Secrétaire d'État soumet un rapport au Président de la Chambre des représentants et au Comité des rapports étrangers.

Relations du Sénat détaillant le plan du ministère d'État pour mettre en œuvre la présente loi. Ce rapport comprend:

(1) les dates estimées d'achèvement pour chaque phase de l'établissement de l'ambassade des États-Unis, y compris l'identification du site, l'acquisition de terrains, les études d'architecture, d'ingénierie et de construction, la préparation du site et la construction;

(2) une estimation du financement nécessaire à la mise en œuvre de la présente loi, y compris tous les coûts liés à l'établissement de l'ambassade des États-Unis en Israël dans la capitale de Jérusalem.

SECTION. 6. RAPPORTS SEMINAIRES.

Au moment de la soumission de la demande de budget du président pour l'exercice 1997 et tous les six mois par la suite, le secrétaire d'État fait rapport au président de la Chambre des représentants et la commission des relations extérieures du Sénat sur les progrès réalisés en vue de l'ouverture de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem.

SECTION. 7. RENONCIATION PRÉSIDENTIELLE

(A) AUTORITÉ DE RENONCIATION.-

(1) À compter du 1er octobre 1998,

Le Président peut suspendre la limitation prévue à l'article 3 b) pour une période de six mois s'il détermine et fait savoir au Congrès à l'avance qu'une telle suspension est nécessaire pour protéger les intérêts de sécurité nationale des États-Unis. (2) Le président peut suspendre cette limitation pour une période supplémentaire de six mois à la fin de toute période pendant laquelle la suspension est en vigueur en vertu du présent paragraphe si le président détermine et fait rapport au Congrès avant la suspension supplémentaire que la suspension supplémentaire est nécessaire pour protéger les intérêts de sécurité nationale des États-Unis.

(3) Le rapport visé à l'alinéa (1) ou (2) comprend:

(A) un exposé des intérêts touchés par la limitation que le président cherche à suspendre; et (B) une discussion sur la manière dont la limitation affecte les intérêts.

(B) APPLICABILITÉ DE RENONCIATION À LA DISPONIBILITÉ DES FONDS.-

Si le président exerce l'autorité prévue à l'alinéa a) au cours d'un exercice financier, la limite prévue à l'alinéa 3b) s'applique aux fonds affectés au cours de l'exercice suivant aux fins énoncées à l'alinéa 3b) Sauf dans la mesure où la limitation est suspendue au cours de l'exercice suivant en raison de l'exercice de l'autorité visée au paragraphe (a)

Public Law 104-45

104th Congress

An Act

To provide for the relocation of the United States Embassy in Israel to Jerusalem, and for other purposes.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled,

SECTION 1. SHORT TITLE.

This Act may be cited as the “Jerusalem Embassy Act of 1995”.

SEC. 2. FINDINGS.

The Congress makes the following findings:

(1) Each sovereign nation, under international law and custom, may designate its own capital.

(2) Since 1950, the city of Jerusalem has been the capital of the State of Israel.

(3) The city of Jerusalem is the seat of Israel’s President, Parliament, and Supreme Court, and the site of numerous government ministries and social and cultural institutions.

(4) The city of Jerusalem is the spiritual center of Judaism, and is also considered a holy city by the members of other religious faiths.

(5) From 1948–1967, Jerusalem was a divided city and Israeli citizens of all faiths as well as Jewish citizens of all states were denied access to holy sites in the area controlled by Jordan.

(6) In 1967, the city of Jerusalem was reunited during the conflict known as the Six Day War.

(7) Since 1967, Jerusalem has been a united city administered by Israel, and persons of all religious faiths have been guaranteed full access to holy sites within the city.

(8) This year marks the 28th consecutive year that Jerusalem has been administered as a unified city in which the rights of all faiths have been respected and protected.

(9) In 1990, the Congress unanimously adopted Senate Concurrent Resolution 106, which declares that the Congress “strongly believes that Jerusalem must remain an undivided city in which the rights of every ethnic and religious group are protected”.

(10) In 1992, the United States Senate and House of Representatives unanimously adopted Senate Concurrent Resolution 113 of the One Hundred Second Congress to commemorate the 25th anniversary of the reunification of Jerusalem, and reaffirming congressional sentiment that Jerusalem must remain an undivided city.

(11) The September 13, 1993, Declaration of Principles on Interim Self-Government Arrangements lays out a timetable for the resolution of “final status” issues, including Jerusalem.

(12) The Agreement on the Gaza Strip and the Jericho Area was signed May 4, 1994, beginning the five-year transitional period laid out in the Declaration of Principles.

(13) In March of 1995, 93 members of the United States Senate signed a letter to Secretary of State Warren Christopher encouraging “planning to begin now” for relocation of the United States Embassy to the city of Jerusalem.

(14) In June of 1993, 257 members of the United States House of Representatives signed a letter to the Secretary of State Warren Christopher stating that the relocation of the United States Embassy to Jerusalem “should take place no later than . . . 1999”.

(15) The United States maintains its embassy in the

functioning capital of every country except in the case of our democratic friend and strategic ally, the State of Israel.

(16) The United States conducts official meetings and other business in the city of Jerusalem in de facto recognition of its status as the capital of Israel.

(17) In 1996, the State of Israel will celebrate the 3,000th anniversary of the Jewish presence in Jerusalem since King David's entry.

SEC. 3. TIMETABLE.

(a) STATEMENT OF THE POLICY OF THE UNITED STATES.—

(1) Jerusalem should remain an undivided city in which the rights of every ethnic and religious group are protected;

(2) Jerusalem should be recognized as the capital of the State of Israel; and

(3) the United States Embassy in Israel should be established in Jerusalem no later than May 31, 1999.

(b) OPENING DETERMINATION.—Not more than 50 percent of the funds appropriated to the Department of State for fiscal year 1999 for "Acquisition and Maintenance of Buildings Abroad" may be obligated until the Secretary of State determines and reports to Congress that the United States Embassy in Jerusalem has officially opened.

SEC. 4. FISCAL YEARS 1996 AND 1997 FUNDING.

(a) FISCAL YEAR 1996.—Of the funds authorized to be appropriated for "Acquisition and Maintenance of Buildings Abroad" for the Department of State in fiscal year 1996, not less than \$25,000,000 should be made available until expended only for construction and other costs associated with the establishment of the United

States Embassy in Israel in the capital of Jerusalem.

(b) FISCAL YEAR 1997.—Of the funds authorized to be appropriated for "Acquisition and Maintenance of Buildings Abroad" for the Department of State in fiscal year 1997, not less than \$75,000,000 should be made available until expended only for construction and other costs associated with the establishment of the United States Embassy in Israel in the capital of Jerusalem.

SEC. 5. REPORT ON IMPLEMENTATION.

Not later than 30 days after the date of enactment of this Act, the Secretary of State shall submit a report to the Speaker of the House of Representatives and the Committee on Foreign Reports.

Relations of the Senate detailing the Department of State's plan to implement this Act. Such report shall include— (1) estimated dates of completion for each phase of the establishment of the United States Embassy, including site identification, land acquisition, architectural, engineering and construction surveys, site preparation, and construction; and (2) an estimate of the funding necessary to implement this Act, including all costs associated with establishing the United States Embassy in Israel in the capital of Jerusalem.

SEC. 6. SEMIANNUAL REPORTS.

At the time of the submission of the President's fiscal year 1997 budget request, and every six months thereafter, the Secretary of State shall report to the Speaker of the House of Representatives and the Committee on Foreign Relations of the Senate on the progress made toward opening the United States Embassy in Jerusalem.

SEC. 7. PRESIDENTIAL WAIVER.

(a) WAIVER AUTHORITY.—

(1) Beginning on October 1, 1998, the President may suspend the limitation set forth in SECTION 3(b) for a period of six months if he determines and reports to Congress in advance that such suspension is necessary to protect the national security interests of the United States.

(2) The President may suspend such limitation for an additional six month period at the end of any period during which the suspension is in effect under this subSECTION if the President determines and reports to Congress in advance of the additional suspension that the additional suspension is necessary to protect the national security interests of the United States.

(3) A report under paragraph (1) or (2) shall include—

- (A) a statement of the interests affected by the limitation that the President seeks to suspend; and
- (B) a discussion of the manner in which the limitation affects the interests.

(b) APPLICABILITY OF WAIVER TO AVAILABILITY OF FUNDS.—

If the President exercises the authority set forth in subSECTION (a) in a fiscal year, the limitation set forth in SECTION 3(b) shall apply to funds appropriated in the following fiscal year for the purpose set forth in such SECTION 3(b) except to the extent that the limitation is suspended in such following fiscal year by reason of the exercise of the authority in subSECTION (a).